Gôchunie ?

lundi 13 avril 2026, par Denis COLLIN

L'élection présidentielle est prévue dans un an et les grenouilles qui veulent un roi s'agitent dans la mare politicienne. Pendant qu'on annonce la liaison et bientôt les fiançailles (?) du petit prince du RN avec la descendante de Louis XIV (remplacement du peuple par le people), le vieux rêve de la « gauche unie » revient. Enfin, le rêve pour ceux qui rêvent d'être investis par le fameux « peuple de gauche » réuni selon un rituel très américain, celui des « primaires » de la gauche.

L'affaire est, cependant, bien mal engagée. Les seuls partisans des primaires sont Ruffin, Autain et Tondelier. Ruffin est le plus sympathique des trois, mais ses chances réelles d'être investi par des « primaires » sont bien minces. Ruffin est, apparemment, moins bien parti que Montebourg en 2021-2022, qui, avec un programme sérieux et modéré, a explosé en plein vol. Ruffin n'a ni les liens ni l'expérience de Montebourg. On pourrait espérer qu'il réussisse à percer, car il a un certain souci du social et comprend les préoccupations et la façon de penser des gens ordinaires. Mais les « primaires de la gauche » ne lui seront d'aucune utilité. Qu'il laisse les morts enterrer les morts et trace son propre chemin, si je peux me permettre de donner un conseil.

Clémentine Autain n'a à peu près aucune existence politique réelle et Tondelier est à la tête d'un navire (enfin d'une barcasse) en train de couler. Le PS n'a aucune envie de se joindre à cette prétendue « primaire » de la gauche, le PS, un vieux rafiot sans voile, sans moteur et sans capitaine. Edgar Faure (pas Olivier), qu'on accusait d'être une girouette politique, rétorquait : « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. » Olivier Faure tourne même quand il n'y a pas de vent. Et le PCF ? — Le quoi ? Fabien Roussel a récupéré un mandat de maire, voilà la dernière victoire d'un PCF dont les rescapés sont tentés par LFI, qui a eu le mérite, à leurs yeux, de bouter les socialistes hors de Saint-Denis et de quelques autres bastions de feue la banlieue rouge.

Reste LFI, bien décidée à faire cavalier seul. Si la gauche unie veut un candidat, Mélenchon est le candidat tout trouvé. Et si les autres veulent un accord, il s'agira d'abord de soutenir les candidats LFI à la députation dans la foulée de la présidentielle. Le maire de La Courneuve a clairement invité les socialistes à déguerpir lors de ce prétendu rassemblement antiraciste monté le week-end dernier. Mélenchon, qui est censé connaître l'histoire, doit savoir que sa ligne a un précédent fâcheux, celle du parti communiste allemand (KPD) face à la montée d'Hitler, ce parti qui tenait la social-démocratie pour un parti « social-fasciste » et annonçait que la victoire d'Hitler serait le prélude à la victoire de Thaelmann (le chef du KPD). En 1944, Thaelmann a été assassiné à Buchenwald, sur ordre d'Hitler. Heureusement, si l'histoire se répète toujours deux fois, la seconde fois, c'est une farce, comme le disait Marx. Sur sa ligne actuelle, Mélenchon prépare sa succession : « personne après moi ».

Quoi qu'il en soit des manœuvres du marigot de la « gauche unie », les chances qu'il y ait un candidat de gauche au second tour restent minces et un candidat gagnant la course à l'Élysée, cela tiendrait du miracle. Mais les gens de gauche ne croient pas aux miracles. Le vrai problème, c'est que, toutes tendances confondues, la gauche regroupe 30 à 35 % des voix, dans l'hypothèse la plus favorable et à condition de compter dans la gauche Raphaël Glucksmann et quelques rescapés du macronisme.

Les dernières municipales ont confirmé le renforcement du RN… et des abstentionnistes, la dégringolade des Verts et du PS masquée par une poussée en trompe-l'œil de LFI dans quelques villes ghettoïsées, comme Roubaix, le Möllenbeck français, ou Saint-Denis (50 % de la population est immigrée, c'est-à-dire née hors de France, quelle que soit la nationalité actuelle). Toutes les villes remportées par LFI sont marquées aussi par une abstention colossale. En outre, le vote comme la composition des listes LFI n'est nullement un vote populaire, un vote de gauche classique, c'est un vote confessionnel, et les représentants de ce vote ne sont pas des travailleurs, même immigrés, mais des musulmans en pleine ascension sociale, qui réclament leur part du gâteau et se proposent d'expulser les « blancs ». Les revendications de LFI sont de moins en moins des revendications sociales et de plus en plus des revendications communautaristes. Les élues LFI, débarquant voilées au conseil municipal, annoncent la couleur, si on ose dire. Pour compléter le tableau, il paraît que se prépare une candidature de Juan Branco (mais oui !) et qu'à LFI, certains pensent que Bally Bagayoko serait « notre Obama » et ferait un meilleur candidat que Mélenchon (« tu quoque mi fili » !).

Comme mon ami Jacques Cotta et moi-même l'avions analysé en 2001 (L'illusion plurielle ou pourquoi la gauche n'est plus la gauche, éditions JC Lattès), le clivage droite-gauche est mort. Le clivage pertinent socialement est celui qui a été si judicieusement analysé par Christophe Guilluy, celui qui oppose, d'un côté, les bourgeois de centre-ville et les quartiers ghettoïsés (en partie contrôlés par les mafias) et, de l'autre, les gens ordinaires qui vivent dans de petites villes, dans les zones pavillonnaires, celles où se réfugient dès qu'ils le peuvent les immigrés en voie d'intégration, pour sortir de la zone, vivre paisiblement et éviter l'école de la « zone ». Ces immigrés, souvent musulmans, ne sont pas les derniers à mettre leurs enfants dans les écoles catholiques quand ils le peuvent – preuve qu'ils sont moins communautaristes que ceux qui prétendent parler en leur nom.

Ce qui manque dramatiquement, c'est tout simplement un parti populaire, laïque et républicain. Il suffit de regarder Attal, qui veut supprimer le 1er mai et Philippe, qui veut faire travailler les Français plus longtemps dans la semaine, dans l'année et dans la vie, pour voir que la seule et vraie extrême droite dangereuse est chez ces gens du « bloc central » macroniste. Si on ne veut pas du futur prince consort Bardella, il n'est pas d'autre choix que celui d'un parti des gens ordinaires, un parti laïque et populiste, au vieux sens du terme, celui des populistes russes d'avant la révolution de 1917 qui voulaient se mettre au service du peuple. Quelle que soit la pigmentation de la peau ou les croyances en l'au-delà, les gens du peuple sont massivement attachés aux conquêtes sociales, au droit à la retraite, aux services publics et à un droit au travail effectif.

Denis Collin, le 10 avril 2026